

## AG du 9 JUILLET 2014 -

Introduction au débat par Anthony Lemaire UD CGT 44

### 26 juin et conférence sociale :

La CGT a organisé une journée nationale d'action interprofessionnelle le 26 juin 2014 pour peser sur le contenu de la conférence sociale de juillet où le gouvernement n'a pas avancé sur la question cruciale des salaires et de l'emploi. De toute évidence, pour le gouvernement, il ne s'agit pas de négocier mais d'entériner des décisions déjà prises et que nous avons condamnées :

- le pacte d' « irresponsabilité » : un cadeau de 30 milliards au patronat, une réduction drastique des dépenses publiques
- des règles d'indemnisation du chômage toujours plus strictes, un flicage des intermittents et des sans-emplois, des pensions de retraites encore rognées.
- une flexibilité du travail qui pèse gravement sur la santé des salariés sans rien régler sur la situation économique.
- une protection sociale au rabais qui ne permet pas à tous de se soigner alors que leur état de santé l'exige.

Malheureusement nous n'avons pas pu mobiliser les salariés sur cet enjeu ni sur les revendications locales qui découlent des choix politiques et économiques dictés par le MEDEF. Faible mobilisation 500 à Nantes, 200 à st Nazaire et 30 à Ancenis.

Peser sur la Conférence sociale : le MEDEF s'y emploie lui aussi et comme d'habitude avec les gouvernements successifs, avec une écoute bien plus attentive que pour les luttes des salariés.

La Medef a menacé de ne pas participer à cette conférence car les « conditions qui sont imposées aux patrons sont insupportables ».

A peine la menace brandie, Valls a répondu favorablement au patronat en revenant sur des engagements de compensations issus de la réforme des retraites : l'instauration du compte pénibilité sera retardée et le recours opposables en justice impossibles.

Concernant le pacte de responsabilité, les négociations de branche n'aboutissent à aucune contrepartie chiffrée en terme d'emploi. Là encore sans conséquence pour le patronat.

Notre analyse sur ce pacte de dupe s'avère, une fois de plus, exacte : les **patrons n'entend céder aucune concession et s'affranchissent de tout engagement une**

**fois, les accords signés par « les partenaires sociaux » qui ne sont en rien des syndicats de salariés.**

### **Rappelons les conclusions des autres conférences sociales**

- **2012 1ère conférence sociale** : Augmentation de la durée de cotisation retraite alors que +500000 chômeurs en 2 ans.
- **2013 2ème conférence sociale**: Accord National interprofessionnel qui facilite les licenciements et remet en cause le code du travail.
- **2014 3ème conférence sociale**: Pacte de responsabilité (50 milliards de donnés en plus des 200 milliards chaque année au patronat sans contre partie ni emplois ni revalorisation de salaire). Le compte pénibilité permettant aux salariés de prétendre à partir plus tôt en retraite est repoussé sous la pression du patronat alors qu'il avait été acté.

**C'est pourquoi la CGT a décidé de ne se rendre à la conférence sociale** que pour demander un véritable dialogue sociale où la négociation doit aboutir à améliorer la situation des salariés. Il était également important de mettre en lumière le renoncement du gouvernement devant un patronat cynique qui n'en a jamais assez et ne tient jamais ses engagements : un patronat qui est pourtant entendu à chaque fois alors qu'on méprise les salariés en lutte .

La CGT (ainsi que FO puis FSU et Solidaires) a décidé de ne pas participé aux tables rondes de travail, annulant par là même l'illusion de « partenaires sociaux » mains dans la main vers un objectif commun : les salariés ont moins que jamais d'intérêt commun avec le patronat. La lutte des classes est une réalité ....que nous avons pourtant du mal à enclencher.

Nous sommes devant une **crise démocratique grave et profonde qui nécessite de changer totalement les orientations actuelles en matière économique, industrielle et sociale.**

### **Austérité/cout du capital**

Pourtant le pouvoir en place continue les politiques d'austérité au nom du dogme de maîtrise des déficits publics à 3% du PIB et de la dette à 60% du PIB.

Nous le disons depuis longtemps : c'est le capital qui, coute à l'économie et à la société en ponctionnant l'argent public grâce aux niches et à l'optimisation fiscales, aux aides des collectivités publiques. La gestion des entreprises basées sur le profit à court terme et le dumping social casse l'outil et l'emploi industriel, et par extension le tissu économique et les services publics.

Nous devons continuer à opposer notre analyse du coût du capital contre celle, martelée par le MEDEF et relayée par les médias, du cout du travail : de là découle l'exigence d'une plus juste répartition des richesses

Mais au-delà des chiffres macro économiques :

(exemple En 1980, les dividendes versés aux actionnaires représentaient 10 jours de travail .En 2012, ils représentent 45 jours de travail C'est bien le capital qui coûte à l'économie et aux salariés en leur volant leurs salaires !)

Nous devons peaufiner l'analyse au sein même de l'entreprise : les élus CGT au comité d'entreprise doivent faire ce travail de décortilage du cout du capital : quels choix stratégiques de profit à court terme , quelle utilisation du CICE qui représente des sommes colossales, quelle part de la VA à l'actionnariat, quelle part à l'investissement ?

Témoignage d'un patron, restaurateur à paris, sur le Crédit d'impôt Compétitivité emploi

« CICE : FRANÇOIS HOLLANDE VIENT DE ME FAIRE CADEAU DE 50 000 EUROS

7 JUILLET 2014

par Xavier Denamur, restaurateur.

François Hollande est sympa, il vient de me donner 49 017 euros ou plutôt il m'a permis de déduire cette coquette somme de mes impôts. Je ne comptais pas dessus. Mes affaires marchent très bien, merci. Je paye déjà mes salariés bien au-dessus de la moyenne de mon secteur. J'ai refait mes banquettes, mon chauffage...

Je ne fais pas d'export et ne compte pas en faire. Je paiera 591 153 euros d'impôts à titre personnel cette année. Bref, je n'en avais pas besoin, mais un petit billet de 50 000 c'est toujours bienvenu. Franchement merci, François Hollande.

C'est donc aussi ça, le fameux crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) ? Un gros cadeau qui ne se voit pas donné à des gens qui n'en ont pas forcément besoin ? Combien d'entreprises, comme la mienne ou encore plus rentables, ont touché le pactole ? Qu'en ont-elles fait ?

La suite sur Rue 89... »

L'union départementale organise sa réunion militante de rentrée le **9 septembre** prochain avec en matinée une ½ journée d'étude sur le cout du capital et l'AG l'après midi

### **Les luttes sur le 44 sont nombreuses,**

Seita (impérial Tobacco) les salariés sont menacés de licenciement (330 suppressions d'emploi prévues (et autant de sous-traitants) alors que l'activité rapporte aux actionnaires 40 000 € de dividendes par mois et par salarié!!) .seul le rendement financier motive cette casse . Le faux bond de Montebourg a limité la mobilisation mais avec les salariés la CGT continuera à exiger la loi interdisant les licenciements boursiers qu'avait promis le candidat Hollande...il y a deux ans.

Cheminots : 10 jours de grève ont mis sur le devant de la scène la réforme ferroviaire qui serait passé sous silence sans la mobilisation initiée par la CGT et sud. La réforme est certes passée mais les cheminots sont fiers de leur mouvement : le soutien de salariés syndiqués dans les organisations complices est bon pour l'avenir.

Intermittents : victimes d'une réforme de l'assurance chômage, qui ne concerne d'ailleurs pas que leur statut, ils continuent à faire entendre leur colère au gré des festivals d'été.

Postiers : les multiples mobilisations contre des suppressions de postes ont limité la casse en sauvant quelques emplois. Pour autant la machine à dégraisser continue son œuvre.

### **Acharnement anti CGT et discrimination syndicale**

Ce qui est insupportable dans la plupart des conflits de salariés c'est l'**acharnement médiatique pour les discréditer** qui est mis en branle. A l'exception des Seita qui ont le soutien des politiques et des médias (mais sans trop citer la CGT majoritaire), les cheminots et les intermittents mais aussi les marins de la SNCM voient des campagnes orchestrées contre eux car la CGT en est à l'origine.

De mémoire d'anciens cheminot, jamais un tel acharnement pour briser la grève n'avait été vu !

La discrimination c'est aussi celle dont sont victimes chaque jour les militants CGT (MHS à Nantes, Wallor à Legé, SMH à saint Nazaire,.....) parce que la CGT est indésirable pour beaucoup de patrons. Aujourd'hui un camarade Mohammed Ouafik dit Momo conteste devant les prud'hommes une tentative de l'entreprise SPIE de revenir sur un accord le concernant. Merci aux militants disponibles d'être présents à 14h pour le soutenir

La CGT est la seule qui conteste les politiques d'austérité et propose un autre chemin crédible même aux dires d'économistes ancrés à droite ; il s'agit bien d'un choix politique qui met à terre de plus en plus de salariés : 1 français sur 7 vivait en 2011 sous le seuil de pauvreté (970€ par mois)

La paupérisation des salariés et retraités, l'explosion du chômage et de la précarité, la perte de repères politiques et l'absence de perspectives conduisent à une certaine forme de résignation, de fatalisme.

Mais La CGT, avec les salariés, les retraités et les privés d'emploi, s'emploiera à créer les conditions du rapport de force et développera les luttes sociales pour les salaires, l'emploi, les conditions de travail, le service public, la politique industrielle et la protection sociale, car elles sont autant de motifs d'espoir et porteuses d'une transformation sociale.

**A la rentrée**, la date n'est pas encore fixée, une grande mobilisation pour la **Protection sociale** est en préparation.

De même une action nationale pour **l'industrie** sera déclinée en territoire.

Il est primordiale que nous réussissions à mobiliser les salariés sur des enjeux qui les touchent au quotidien et qui ne peuvent être sous la responsabilité des seuls salariés des secteurs concernés : **c'est bien de luttes interprofessionnelles dont nous avons besoin pour rompre avec les logiques d'austérité** qui délitent le tissu économique et social et amènent certains sur les chemins du rejet et du populisme.

### **Rendez vous estivaux :**

Comme chaque année la CGT 44 sera sur le terrain revendicatif et pas en vacances puisqu'**aucune trêve n'est faite aux salariés.**

Le 21 juillet le déploiement vers les travailleurs saisonniers donnera rendez vous aux militants à Pornic le matin puis au Croizic l'après midi avec la caravane confédérale. Les militants iront dans les campings, restaurants et autres lieux de travail pour remettre le livret des droits et des revendications CGT à ces salariés souvent maltraités (salaires, logements, condition et durée de travail). Une seconde date est prévue pour le secteur de st Nazaire en aout.

L'union départementale propose aussi des déploiements tout l'été pour distribuer du matériel aux vacanciers sur les marchés ou tout autre lieu pertinent. Il s'agit de marquer l'urgence des revendications salariés et sur l'emploi mais aussi continuer notre campagne cour du capital qui propose une autre analyse des causes de la crise systémique capitaliste.(4 pages cout du capital)

.....

### **Questions pour le débat :**

Sommes-nous prêts à maintenir une activité CGT cet été pour préparer la rentrée sociale dans les meilleures conditions ?

Comment allons-nous vers les salariés pour leur donner les clés d'analyse qui les inscriront dans une démarche revendicative ?

Comment nous démarquons nous des autres organisations syndicales en tenant à la fois l'activité syndicale de proximité dans les entreprises et les services publics mais aussi dans les lieux de vie et de travail où notre discours n'arrive pas habituellement ?

Chers camarades soyons prêts à nous relayer cet été entre congés mérités et activité permanente de la CGT !

Place au débat.